

SOS – Torture/Burundi

Monitoring sur les cas de torture, les arrestations arbitraires, les disparitions forcées et les exécutions sommaires au Burundi

RAPPORT NUMERO 7 DE LA CAMPAGNE SOS-TORTURE/ BURUNDI PUBLIE LE 30 JANVIER 2016

Chers Lecteurs de notre rapport hebdomadaire de monitoring sur les violations graves des droits humains, voici notre septième rapport qui revient sur les violations des droits humains au Burundi durant la semaine du 21 au 29 janvier 2016. La plupart des victimes d'arrestations arbitraires, d'enlèvements ou de disparitions forcées sont localisées dans la ville de Bujumbura, plus particulièrement dans les quartiers dits contestataires du troisième mandat du Président Pierre Nkurunziza.

Des attaques armées se multiplient également de manière inquiétante dans la ville de Bujumbura mais aussi dans les autres provinces du pays. Ces attaques visant particulièrement les forces de l'ordre (policiers et militaires) ont été revendiquées pour certaines par des groupes armés qui ont annoncé officiellement une lutte armée contre le pouvoir en place.

Dans ce rapport également, nous allons revenir sur le cas de l'activiste de la ligue des droits de l'homme ITEKA pour lequel les autorités burundaises continuent à garder le silence depuis son arrestation que ses proches qualifient d'enlèvement.

1. Arrestations, enlèvements et disparitions forcées se poursuivent

- La police a arrêté neuf (9) personnes dans la zone Nyakabiga (centre de Bujumbura) en date du 21 janvier 2016 au soir juste après une attaque armée qui était dirigée contre une position de la police dans le même quartier. Des témoins nous ont indiqué qu'après l'attaque, une vague arrestation a été effectuée par un officier de la police du nom de Léonidas Ninganza surnommé "Facebook" qui arrêtait toute personne qui croisait son chemin. Cet officier est accusé par les habitants de les avoir malmenés et arrêter des personnes sans motif ni preuve de leur implication dans les attaques. Les neuf (9) personnes dont un jeune étudiant ont été tous emmenés au cachot de la zone.
- Un militant du parti d'opposition MSD a été enlevé au quartier Kigobe (nord de Bujumbura) en date du 19 janvier 2016. La victime s'appelle Bernard Baranjoreje, un homme marié et père de deux enfants et ses proches n'ont aucune trace de lui depuis son enlèvement par des personnes soupçonnées être des agents du Service National des Renseignements Burundais par des témoins.

SOS – Torture/Burundi

Monitoring sur les cas de torture, les arrestations arbitraires, les disparitions forcées et les exécutions sommaires au Burundi



M. Baranjoreje, enlevé le 19 janvier 2016

- En date du 24 janvier 2016, la police s'est introduite au domicile d'un certain Masabo dans la zone Musaga (sud de la ville). Selon des témoins, quatre(4) personnes dont Emery Sabushimike ont été arrêtées et conduites pour une destination inconnue. .
- Un policier du nom d'Alexis Manirakiza surnommé "Kabila" a été arrêté sans ménagements par des hommes en uniformes militaires dans la zone Cibitoke (nord de Bujumbura) non loin de son domicile dans la soirée du 24 janvier 2016. Les témoins indiquent que ces militaires étaient commandés par le Lieutenant-Colonel Darius Ikurakure, très impliqué dans de nombreuses exactions dont des disparitions forcées et exécutions extra judiciaires. Depuis son arrestation, le policier Manirakiza est introuvable par ses proches dans les cachots de Bujumbura et craignent qu'il n'ait été exécuté.
- Au lendemain des attaques armées de la soirée du 25 janvier 2016 (cfr point 2. De ce rapport), à Nyakabiga douze(12) jeunes gens ont été arrêtés sur ordre de l'officier de police Ninganza surnommé "Facebook". Les parents dénoncent des arrestations arbitraires et ont peur que leurs enfants ne soient victimes d'exécutions extra-judiciaires. A Musaga également, un jeune homme du nom d'Edouard Nzoyikunda surnommé "Gade" a été arrêté de même que 4 autres jeunes hommes.
- Des arrestations systématiques de tout homme (jeune ou moins jeune) ont été menées par la police au matin du 27 janvier 2016 dans les quartiers de Jabe et Nyakabiga au lendemain d'une attaque armée sur une position de la police au quartier Jabe de la zone Bwiza (cfr point 2. De ce rapport). Les opérations d'arrestations que les habitants qualifient d'arbitraires étaient menées par les officiers Darius Ikurakure de l'armée et Guillaume Magorwa de la police. Parmi les personnes arrêtées, huit(8) ont été emmenées aux cachots du service national des renseignements mais de nombreuses autres sont encore portées disparues depuis que les forces de sécurité les ont embarquées. Nous avons pu identifier certaines des personnes arrêtées : Ndayikeje Yves

SOS – Torture/Burundi

Monitoring sur les cas de torture, les arrestations arbitraires, les disparitions forcées et les exécutions sommaires au Burundi

surnommé "Kej", Désiré Ruberintwari, Habiyakare Philibert, Rutotoye surnommé "Madevi" et un domestique prénommé Jean.

- La police a poursuivi les arrestations systématiques dans la zone Nyakabiga et au quartier Jabe en date du 28 janvier 2016. Selon des témoins, près de dix-sept (17) personnes ont été arrêtées et emmenées aux cachots du service national des renseignements (SNR). Parmi elles, deux(2) journalistes du journal Le Monde : Jean Philippe Rémy de nationalité française et Phil Moore de nationalité anglaise qui ont été relâchés le lendemain mais leurs téléphones et matériel de travail sont toujours aux mains du SNR et leurs accréditations leur ont été retirées. Lors des arrestations dans les quartiers de Nyakabiga, la police a forcé les portes et passés à tabac de nombreuses personnes dont celles arrêtées. Parmi les 15 jeunes gens arrêtés, huit(8) ont été également relâchés le lendemain. Toutefois, des témoins affirment que le nombre des personnes embarquées pourrait être plus élevé que les dix-sept (17) personnes communiquées par le porte-parole de la police car des proches affirment qu'ils n'ont aucune trace des leurs dans les cachots, alors qu'ils avaient pourtant été emmenés par les forces de sécurité.

Dans la même journée, un journaliste de la Radio Publique Africaine(RPA) Hermès Ntibandetse avait été enlevé dans une voiture alors qu'il se trouvait au quartier Rohero. Il a ensuite été emmené dans les locaux du Service National des Renseignements où il a été malmené avant d'être libéré quelques heures plus tard. .

- A Musaga, un jeune homme du nom de Christophe Yaminyibuka a été arrêté le 28 janvier 2016 par des policiers qui l'ont trouvé à son domicile. Le jeune homme a été tabassé à plusieurs reprises avant d'être embarqué pour une destination jusqu'ici inconnue et sa famille ne l'a toujours pas retrouvée et s'inquiète qu'il ne soit victime d'exécution.



Christophe Yaminyibuka, arrêté par la police et porté disparu

- Un homme du nom de Muturage habitant le quartier Kanyami à Ngozi a été enlevé en date du 28 janvier 2016 par des hommes à bord d'un véhicule que des témoins ont

SOS – Torture/Burundi

Monitoring sur les cas de torture, les arrestations arbitraires, les disparitions forcées et les exécutions sommaires au Burundi

identifiés comme appartenant au parti au pouvoir CNDD FDD. La victime est de nationalité rwandaise. Sa famille a sillonné tous les cachots de la police et du SNR sans le retrouver. Un chauffeur travaillant à la Mutuelle de Ngozi connu sous le sobriquet de "Cadeau" conduisait la camionnette qui l'a embarquée.

- Un taximan prénommé Emmanuel (surnom "Rasta") a été enlevé par des policiers de la brigade anti-émeute(BAE) dans la soirée du 29 janvier 2016 au quartier Mutanga sud. Il habite au quartier Nyakabiga III. Il est connu comme un militant du parti d'oppositionMSD.



Emmanuel enlevé par la BAE

2. Assassinats, exécutions sommaires et attaques armées répertoriés

- Une personne a été blessée au bras lors d'une fusillade engagée par la police au quartier Bwiza (centre de Bujumbura) dans la journée du 24 janvier 2016. Les témoins indiquent que les tireurs sont des policiers de la brigade anti-émeute très citées dans les exactions sur des civils surtout dans les quartiers contestataires .
- Une attaque armée dans Mukike-Mayuyu, Gakaranka zone Kivumu dans la commune Mugamba, province de Bururi très tôt le 25 janvier 2016 a fait deux personnes tuées. Ces deux (2) individus faisaient partis du groupe qui a attaqué les militaires de la localité. Des habitants rapportent qu'il y aurait plus de victimes du côté des forces de sécurité au moins cinq (5) militaire qui ont trouvé la mort dans cette attaque . Après l'attaque, les forces de l'ordre ont procédé à de nombreuses arrestations et les témoins indiquent que des habitants ont fui de peur des représailles car ils ont reçu des menaces des forces de l'ordre.
- Le corps d'un homme a été retrouvé le 26 janvier 2016 au matin sur la colline Gerangabo, zone Rwisabi, commune Mutaho en province Gitega. La victime se nomme Eric Nijimbere, un militant du parti d'opposition MSD. Des témoins indiquent que cet

SOS – Torture/Burundi

Monitoring sur les cas de torture, les arrestations arbitraires, les disparitions forcées et les exécutions sommaires au Burundi

homme avait été enlevé vendredi 22 janvier 2016 par des hommes connus comme des militants du parti au pouvoir (CNDD FDD). . La victime aurait ensuite subi des tortures, ses bourreaux lui ont transpercés les oreilles avec des objets pointus avant de le jeter mort dans une rivière. C'est la désolation totale pour sa famille qui se retrouve seule sans sources de revenus. M. Nijimbere était un boucher local, il était marié et avait deux(2) enfants en bas âge.

- Beaucoup de tirs et explosions de grenades ont eu lieu dans les quartiers de Nyakabiga, Kinanira, Mutakura et Musaga dans la ville de Bujumbura le 25 janvier au soir. A Mutakura, les habitants rapportent qu'une position de l'armée a été attaquée par un groupe armé, mais le bilan des victimes reste difficile à établir du fait que les forces de sécurité ont aussitôt encerclé une partie du quartier pour procéder à des arrestations.
- Une autre attaque armée a eu lieu dans la zone Nyakabiga dans la soirée du 26 janvier 2016, une attaque dirigée contre des policiers en patrouilles nocturnes. Des témoins indiquent que des agents des forces de l'ordre ont été tués, mais le bilan des victimes n'est pas précis car la zone a été bouclée et des véhicules de la police ont évacués leurs collègues tombés sous les balles.
- Un homme originaire de la commune Rusaka en province Mwaro (centre du pays) a été retrouvé ligoté et égorgé dans la zone Musaga (sud de Bujumbura) au matin du 27 janvier 2016. Des témoins affirment qu'il a été tué ailleurs et son corps déposé après l'assassinat.
- Dans la nuit du 27 janvier 2016, deux (2) personnes dont un civil et un militaire ont trouvé la mort dans une attaque menée par des hommes armés non identifiés. Des témoins indiquent que les auteurs ont dérobé des biens dans les boutiques à Ruziba (sud de la ville de Bujumbura) où l'attaque a eu lieu.
- Le corps d'un homme égorgé a été découvert au matin du 28 janvier 2016 près du siège de la banque Ecobank dans le centre-ville mais il n'a pas été identifié.



La victime égorgée au centre-ville de Bujumbura

SOS – Torture/Burundi

Monitoring sur les cas de torture, les arrestations arbitraires, les disparitions forcées et les exécutions sommaires au Burundi

3. La famille de Marie Claudette Kwizera en détresse

La trésorière de l'association des droits de l'homme Ligue Iteka enlevée par des agents du Service National des Renseignements depuis le 10 décembre 2015 (cfr SOS-Torture numéro 1) n'a toujours pas été retrouvée. Son mari est désespéré de même que leurs deux (2) enfants en bas âge (moins de 8 ans). Une campagne a été lancée auprès des Nations Unies pour faire pression sur les autorités burundaises afin qu'elles communiquent sur le sort de cette activiste des droits de l'homme qui est introuvable dans les cachots connus du SNR. Malgré le paiement d'une rançon de 3.500.000 Fbu, les agents des forces de sécurité dont le nommé Dieudonné Bigirimana (surnommé Tyson) n'ont jamais libérés Mme Kwizera. Des pratiques d'arrestations arbitraires par des agents du Service National de Renseignement qui se transforment en demandes de rançon sont régulièrement dénoncées par des proches des victimes. Depuis quelques temps cependant, plusieurs des victimes d'enlèvement sont exécutées malgré que les familles aient accepté de payer (cfr SOS-Torture numéro 5 sur les cas de M.Charles Mutoniwabo surnommé Majeur et M.Pascal Ndimurukundo).



Madame Marie Claudette KWIZERA

SOS – Torture/Burundi

Monitoring sur les cas de torture, les arrestations arbitraires, les disparitions forcées et les exécutions sommaires au Burundi

La campagne SOS-Torture/Burundi a été initiée dans l'objectif d'informer l'opinion nationale et internationale sur les violations graves des droits de l'homme en cours au Burundi à travers des rapports de monitoring notamment sur la torture, les arrestations arbitraire, les disparitions forcées, les violences sexuelles et les exécutions sommaires.

Cette initiative d'informer sur les réalités du pays a fait suite au carnage d'une centaine de personnes tuées au cours la journée du 11 décembre et celle du 12 décembre 2015 par des policiers et des militaires sous le prétexte de poursuivre des rebelles qui venaient d'attaquer des camps militaires situées à la périphérie de la capitale

Les zones touchées sont dites contestataires du troisième mandat du Président Nkurunziza à savoir Musaga, Mutakura, Cibitoke, Nyakabiga, Jabe, les deux dernières étant situées au centre la Mairie de Bujumbura.

SOS - TO'